

lieu les combattants vietnamiens. Voici quelques titres de *L'Humanité* :

— 3 avril : « assez de sang. Il faut immédiatement négocier un cessez-le-feu » ;

— 24 avril : « le sang doit cesser de couler ».

La chute de Dien Bien Phu n'est pas évoquée en termes de victoire pour le Vietminh, elle est considérée comme un « désastre », un « drame », une « issue tragique ». Pour le parti communiste français, Dien Bien Phu signifie, d'abord et avant tout, l'échec d'une politique de reconquête : « Dien Bien Phu a mis en relief le caractère aventurier des opérations faites en Indochine et le mépris de la vie humaine qui caractérise nos gouvernants. »

Même au moment de la capitulation de Dien Bien Phu, aucune action ne fut organisée. Cependant le désarroi était grand au sein du gouvernement. « Il n'y eut même pas une campagne de meetings. Le parti communiste français avait une occasion magnifique de lancer une campagne de masse dans toute la France. Des centaines de meetings auraient pu et dû se tenir suivis de manifestations de masse » (André MARTY, *L'affaire Marty*). Le seul geste fut celui des députés communistes qui ne se levèrent pas avec le reste de l'Assemblée nationale lorsque fut annoncée la prise de Dien Bien Phu. La seule solution fut d'envoyer des délégations à Genève pour y tirer les cordons de sonnette des diverses délégations. Mais, il n'y eut aucune mobilisation en France même de soutien au peuple vietnamien, pour exiger la cessation immédiate de la guerre, le retrait des troupes et l'indépendance complète du pays. Une telle politique neutralise une grande partie des moyens dont dispose le parti communiste. Il n'a pas utilisé son implantation dans la classe ouvrière, ni l'impopularité de la guerre, pour soutenir le peuple vietnamien.

II. La Conférence de Genève

A. Le déroulement de la conférence

Lors de l'ouverture de la conférence, les risques d'internationalisation du conflit ne sont pas tous écartés. Le gouvernement des Etats-Unis hésite un certain temps avant de renoncer à une intervention directe dans le conflit. Cependant, bien que chaque nation en présence poursuive des objectifs différents, la volonté de négocier finit par l'emporter.

Les U.S.A., hostiles au départ à cette Conférence, qui leur semble inutile et vouée à l'échec, sont longtemps partisans de continuer la guerre. Mais devant la situation militaire au Vietnam, ils acceptent l'idée d'un cessez-le-feu, permettant de gagner le temps nécessaire pour équiper l'armée vietnamienne et mettre en place un système de défense du Sud-Est asiatique.

La position du gouvernement Laniel consiste, tout en acceptant la conférence, à tenter de gagner du temps pour marquer des

points sur le plan militaire et obtenir une aide accrue des U.S.A. La diplomatie française change avec l'investiture de Mendès-France, qui veut à tout prix éviter l'intervention des U.S.A. et est partisan d'un compromis. Cette volonté est liée à la situation militaire après la chute de Dien Bien Phu.

Le corps expéditionnaire a alors perdu ses meilleures unités, ses forces sont dispersées. Il est menacé d'une catastrophe sans précédent « Hanoï était indéfendable, la route de Haiphong en péril, l'armée française si désorganisée, qu'il faudrait des années et des années pour la reconstituer » (Ph. DEVILLERS, *La fin d'une guerre*). Mendès-France résume ainsi la situation lors de sa déclaration du 22 juillet 1954 à l'Assemblée Nationale : « si dans trente jours nous n'avions pas conclu le cessez-le-feu, nos jeunes gens (le contingent) auraient dû en effet partir sans pour que cela nous fussions certains, jusqu'au moment de leur arrivée en Indochine, que notre corps expéditionnaire ne demeurerait pas exposé au plus grave danger ».

La venue de Mendès-France au gouvernement permet aux pourparlers de faire des progrès décisifs. Le camp occidental, le 29 juin, se met d'accord sur un plan de paix (resté secret lors de la conférence) « dont les lignes générales préfigurent les accords du 20 juillet » (Devillers).

L'attitude du camp socialiste (et par là même celle du parti communiste français) par sa modération, va jouer également un rôle essentiel dans la conclusion du conflit.

Le plan de paix proposé par le Vietminh le 10 mai 1954 se caractérise de la manière suivante :

— ce plan accorde la priorité au règlement politique du conflit ;

— le principe de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Vietnam, du Laos et du Cambodge, doit être reconnu par la France ;

— le retrait des troupes étrangères doit être effectif dans ces trois pays ;

— des élections générales libres doivent être organisées dans les trois pays, en vue de constituer un gouvernement unique dans chacun d'eux ;

— un accord sur ces trois principes essentiels peut permettre alors de régler les problèmes militaires et d'aboutir à :

— un cessez-le-feu général et simultané ;

— l'arrêt de l'introduction en Indochine d'armes et de troupes nouvelles ;

— l'établissement d'un système de contrôle constitué par des commissions mixtes composées des représentants des parties belligérantes de chacun des trois pays ;

— ce plan est modéré par deux affirmations destinées à ménager le gouvernement français ;